



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 26 juin au 2 juillet 2020

Le 3 juillet 2020

## Résumé

**Bangladesh** : Baisse de 19% des exportations de textile-habillement sur l'année budgétaire 2019/2020. L'interprofession *Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA)* n'entrevoit pas de reprise durable avant le second semestre 2021. Chute des immatriculations de voitures sur les 5 premiers mois de l'année. La bourse de Dhaka connaît une de ses pires années.

**Bhoutan** : Les autorités annoncent de nouvelles mesures monétaires et fiscales dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19. L'indice des prix à la consommation montre une hausse de 4,5 % en g.a en avril.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : L'indice *PMI* du secteur manufacturier s'est situé à 47,2 en juin après 30,8 en mai. Le PIB des Etats indiens pourrait baisser de 1,4 % à 14,3 % au cours de l'actuel exercice budgétaire. L'Inde enregistre un léger excédent de sa balance des transactions courantes au dernier trimestre de l'exercice 2019-2020, une première en 13 ans.

*Politiques monétaire et financière* : La Banque centrale indienne a publié les lignes directrices d'une Facilité de liquidité spéciale pour soutenir les institutions financières non bancaires. Selon l'agence *Fitch Ratings*, les banques indiennes pourraient avoir besoin d'au moins 15 Mds USD de recapitalisation.

*Autres informations* : La Banque mondiale a approuvé un prêt de 750 M USD dans le cadre de la pandémie COVID-19 pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises. L'OMC met en place un groupe spécial de règlement des différends sur les tarifs pratiqués en Inde pour certains produits du secteur des TIC.

**Maldives** : Financement de 50 M USD de la Banque asiatique de développement.

**Népal** : Le ministre népalais des Finances exhorte le secteur privé à proposer des plans pour fournir une formation aux jeunes sans emploi.

**Pakistan** : La Banque centrale réduit le taux directeur de 100 points de base à 7 %, soit un étiage depuis deux ans. Inflation annuelle moyenne de 10,7 % pour 2019/20 et roupie pakistanaise à 168,05 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire à l'échéance de ce même exercice. Selon le ministère des Finances, le Pakistan aurait reçu au total 10,5 Mds USD des prêts étrangers pour la même période. La dette circulaire du secteur de l'énergie pourrait atteindre 9 Mds USD lors des deux prochaines années. Le gouvernement fédéral augmente drastiquement le prix des carburants pour contrebalancer les pertes des professionnels du secteur. La Banque centrale prolonge de trois mois le programme *Rozgar*. La Banque mondiale a approuvé un financement de 500 M USD. L'indice *KSE-100* de la Bourse de Karachi (BSX) termine en hausse de 1,5 % en g.a pour l'exercice 2019/20 et clôture à 34 422 points. La compagnie



aérienne nationale PIA a immobilisé 141 pilotes sur 262, en raison de soupçons sur l'authenticité de leurs licences.

**Sri Lanka** : La Chine, premier prêteur étranger de Sri Lanka en 2019 en matière d'APD. Ligne de crédit de 140 M USD de la Banque chinoise de développement à la Bank of Ceylon. Approbation de 13 861 prêts pour un montant de 28 Mds LKR par la CBSL, allongement de la Facilité de crédit.

## BANGLADESH

- **Macroéconomie- baisse de 19% des exportations de textile-habillement sur l'année budgétaire 2019/2020.** Selon le *Bangladesh Bureau of Statistics* (BBS), les exportations du secteur textile-habillement (RMG) se sont élevées provisoirement à 27,8 Mds USD sur l'année budgétaire 2019-20 échu le 30 juin dernier, soit une baisse de 19% sur l'exercice précédent, qui avait établi un record à 34,13 Mds USD (16,88 Mds USD pour les articles de tricot et 17,24 Mds USD pour les produits tissés). Le secteur du RMG avait ainsi enregistré une progression de 10 Mds USD en seulement 5 ans, faisant du Bangladesh le deuxième exportateur de textile/prêt-à-porter derrière la Chine. L'an dernier, ce secteur représentait 84,2 % des exportations du pays.

La pandémie qui a conduit au confinement durant plusieurs mois sur ses principaux marchés s'est traduite par une baisse en valeur de 55% des exportations sur la période de mars à mai inclus, comparée à l'année 2019, avec près de 3,1 Mds USD de commandes reportées ou le plus souvent annulées.

La tendance à la baisse était cependant perceptible dès le début de l'année fiscale échu ; les trois premiers mois (juillet-septembre 2019) avaient été décevants avec une baisse de 1,6 % des exportations en glissement annuel. Les exportations s'élevaient alors à 8 Mds USD, loin derrière l'objectif prévu de 9,1 Mds USD, dans un contexte de concurrence accrue des filières concurrentes voisines (+10,5 % pour le Vietnam, +2,2 % pour l'Inde et +4,7 % pour le Pakistan). Cette tendance n'a fait que se confirmer tout au long de l'année.

Cette année, le Vietnam devrait dépasser le Bangladesh, en profitant d'investissements significatifs de la Chine qui délocalise sa production dans des pays périphériques pour contourner les obstacles tarifaires mis en place par les Etats-Unis et pour chercher des coûts de production plus faibles.

Les perspectives pour le second semestre sont médiocres, la période de juillet à septembre étant traditionnellement peu propice aux commandes, qui affichent une baisse de 40 à 45 % depuis juin comparé à 2019.

- **L'interprofession Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) n'entrevoit pas de reprise durable avant le second semestre 2021.** En dépit du bon sens, le ministère du Commerce (*Export Promotion Bureau*) a fixé un objectif d'exportations de 37,44 Mds USD (dont 82 % pour la confection) pour l'année budgétaire 2020/2021, anticipant une hausse de 13% sur l'année échu qui devrait au final s'élever à 33 Mds USD. Pour l'année budgétaire 2019/2020, le gouvernement avait retenu, dans ses prévisions l'an dernier, un montant d'exportations de 44,4 Mds USD, en hausse de 6,8 % sur FY2019, dont 38,2 Mds USD pour le secteur du RMG, qui pourrait au final manquer sa cible de quelques 10 Mds USD.



- Automobile – Baisse importante des immatriculations de voitures sur les 5 premiers mois de l'année.** Sur cette période, les immatriculations de voitures neuves et d'occasion atteignent seulement 3.856 unités dans tout le pays, marquant une chute de 47 % par rapport à la période janvier-mai 2019. Le secteur est très affecté par la pandémie de coronavirus. D'après la *Bangladesh Automobiles Assemblers and Manufacturers Association (BAAMA)*, la crise a fait s'effondrer les ventes de tous types de véhicules et une aide est demandée au gouvernement, sous la forme d'une levée des taxes et droits de douane sur les pièces détachées. De leur côté, les associations des assembleurs et des producteurs de deux-roues, dont les ventes étaient proches de zéro lors du confinement, ont fait appel au gouvernement pour un soutien financier à hauteur de 20,6 Mds Tk (220 M€), assorti d'un taux subventionné de 4%. Cette crise arrive à un très mauvais moment pour l'industrie automobile. De nombreux investissements ont été réalisés ces 3 dernières années afin de mettre en place des unités d'assemblage de deux-roues notamment, mais également de voitures, de camion et de bus. Pour le seul secteur des deux-roues, les investissements réalisés sont estimés à 80 Mds Tk (850 M€) et une dizaine de marques assemblent sur le territoire bangladais (notamment Honda et les indiens Bajaj et TVS), dans le cadre de la politique ambitieuse du gouvernement d'atteindre une production d'un million d'unités en 2027 (contre moins de 500.000 aujourd'hui) et de porter la part de contenus locaux à 50 % contre 10 % actuellement. Dans ce contexte compliqué, le budget nouvellement adopté ne satisfait pas les industriels. Il prévoit d'augmenter les frais d'enregistrement à l'acquisition d'un deux-roues de 10 %, alors que ceux-ci s'élevaient déjà à près de 22.000 Tk (238€), soit près de 25 % du prix d'une 100cc, modèle le plus populaire. De plus, la loi de finance 2020/2021 a suspendu l'extension de l'exonération de la TVA sur la fabrication locale des deux-roues, en vigueur depuis 2017, alors que les industriels qui ont investi massivement ces dernières années s'attendaient à un prolongement pour les 5 à 7 prochaines années.



- **La bourse de Dhaka connaît une de ses pires années.** L'indice principal du Dhaka Stock Exchange, le DSEX, accuse une baisse de 26,6% sur l'année fiscale 2019-2020 échu le 30 juin dernier. Il s'établit en dessous de la barre des 4.000 points, à 3.989 pts au 30 juin. C'est la baisse la plus importante après la chute des cours de 2010-11 faisant suite à la crise boursière de fin 2010. Dans le même temps, la capitalisation boursière a reculé de 22%, soit 878 Mds Tk (9,2 Mds€), et se situe à 3.120 Mds Tk (33 Mds€). Avec la crise du coronavirus, la capitalisation boursière a momentanément chuté en dessous des 3.000 Mds Tk en mars dernier, des niveaux jamais observés depuis 2014.

Le Covid-19 est venue empirer une situation d'ores et déjà compliquée, avec une perte de confiance des investisseurs dans le secteur financier du pays (faillite en juin 2019 de la société financière *People's Leasing Financial Services - PLFS*) et les déboires du N°1 de la téléphonie mobile *Grameenphone*, première capitalisation boursière, qui fait l'objet de redressements fiscaux importants.

Ce contexte a fortement limité les échanges en bourse, avec un chiffre d'affaires quotidien moyen de 3,81 Mds Tk, très loin des 6,14 Mds Tk échangés l'année précédente, qui a poussé des investisseurs à se détourner du DSE. Ainsi, le nombre de comptes ouverts permettant d'investir en bourse (*Beneficiary Owners Account*) a poursuivi sa baisse en 2019-20. Sur un an, 250.000 comptes (-9 %) ont été fermés. D'après la *Central Depository Bangladesh Ltd*, le nombre de comptes ouverts atteignait 2,55 millions fin juin 2020. Un nombre conséquent, mais à relativiser puisque près de la moitié d'entre eux ont un solde égal à 0.

Le DSE a connu sa plus longue interruption depuis la guerre de Libération en 1971. La crise du coronavirus a provoqué la suspension des marchés pendant 66 jours, du 26 mars au 31 mai. Alors que Sri Lanka et la Jordanie avaient également décrété la fermeture temporaire de leurs places boursières, le Bangladesh a été le dernier pays à reprendre ses activités, près de trois semaines après les autres.

Récapitulatif de l'évolution 2018-19 de la bourse de Dhaka

	Déc 2019	Déc 2018	Variation
Capitalisation boursière	3.395 Mds Tk (40 Mds\$)	3.873 Mds Tk (48 Mds\$)	-13 %
Nombre de titres	587	578	+9
Volume échangé	1.138 Mds Tk	1.119 Mds Tk	+2 %
Turnover moyen	4,81 Mds Tk	5,51 Mds Tk	-13 %
Introduction en bourse	8 (5,52 Mds Tk)	14 (6,46 Mds Tk)	- 6
Price Earnings ratio	11,80	15,19	-22%
Rendement	5,03	3,58	+40%
Investissement net étranger	- 4,88 Mds Tk	- 5,93 Mds Tk	+17 %
DSEX (au 31 déc.)	4453	5386	-17 %
DSE30 (au 31 déc.)	1513	1881	-20 %
DSES (au 31 déc.)	1000	1233	-19 %



## BOUTHAN

- **Les autorités annoncent de nouvelles mesures monétaires et fiscales dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.** Elles visent à stimuler la demande intérieure, accroître les activités économiques, générer des emplois et assurer la stabilité de la croissance. Le ministère des Finances a notamment mis en exergue les points suivants : **i)** pour le tourisme et les secteurs connexes (hôtels, compagnies aériennes et voyagistes), le paiement de l'impôt est différé jusqu'au 31 décembre 2020 et jusqu'au 30 septembre pour les autres secteurs, **ii)** le paiement du loyer et des autres charges pour les entités commerciales liées au tourisme, qui louent des propriétés du gouvernement, est prorogé pour une période de six mois à compter de juillet, **iii)** le report du paiement des redevances d'électricité pour les industries est prolongé pour la même période, tandis que les redevances à la demande continueront d'être payées sur la base de la consommation réelle, **iv)** les hôtels, utilisés comme installation de quarantaine, continueront de recevoir gratuitement l'électricité et le Wi-Fi pour la période de juillet à septembre 2020. **v)** afin de conserver des réserves internationales suffisantes pour l'achat d'articles essentiels pendant un an et conformément au mandat constitutionnel, l'importation de véhicules à moteur de luxe, d'une valeur F.O.B. supérieure à 40 000 USD, est suspendue.
- **Selon le Bureau national des statistiques, l'indice des prix à la consommation (IPC) fait ressortir une hausse de 4,5 % en g.a en avril.** Ce taux d'avril 2020 apparaît supérieur de 1,4 point de pourcentage par rapport à la variation enregistrée le même mois de 2019, qui était de 3,1 %. L'indicateur de référence était de 3,3 % en mars 2020. L'observation des changements enregistrés pour l'IPC en g.a. en avril fait apparaître une hausse de 9,24% pour les produits alimentaires et de 0,73% pour les produits non alimentaires. L'essentiel de cette hausse des prix des produits alimentaires est lié à celle des prix des légumes et des fruits de saison.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice PMI du secteur manufacturier compilé par IHS Markit, s'est situé à 47,2 en juin 2020, après 30,8 en mai.** Il reste certes toujours sous les 50 points, qui séparent la croissance de la contraction, mais le consensus s'affichait initialement à 37,5. Cette évolution est encourageante pour l'économie indienne, même si l'analyste de *IHS Markit* met en garde contre tout optimisme déplacé en raison de la récente flambée des nouveaux cas de coronavirus et les extensions de confinement qui en ont résulté, avec pour conséquence un affaiblissement de la demande. La période d'avril à juin a été la pire performance trimestrielle depuis le début de l'enquête PMI, en mars 2005.
- **Le PIB des États indiens pourrait baisser dans une fourchette de 1,4 % à 14,3 % au cours de l'actuel exercice budgétaire** selon un rapport d'*India Ratings*, du groupe *Fitch*. Les États de l'Assam, de Goa, du Gujarat et du Sikkim seraient les plus affectés, avec une contraction à deux chiffres. L'agence s'est servie de l'expérience acquise récemment pour mesurer les dysfonctionnements de l'économie au cours de la période de confinement et réaliser ces estimations des PIB des États fédérés indiens. Il ressort notamment que les États où la part de l'agriculture est importante devraient moins souffrir que les autres. De la même manière, la présence d'une activité soutenue dans des sous-segments du secteur des services, comme le



secteur financier ou l'IT, permettrait de limiter la contraction. Les opérations ont pu s'y poursuivre suivant une meilleure dynamique, grâce à une utilisation plus intensive des plateformes digitales.

- **L'Inde enregistre un léger excédent de sa balance des transactions courantes au dernier trimestre de l'exercice 2019-2020** : 0,6 Md USD (0,1% du PIB), par rapport à un déficit de 0,7% du PIB (4,6 Mds USD) au T4 de l'exercice budgétaire 2018-19 et un déficit de 0,4% du PIB (2,6 Mds USD) au T3 2019-20. L'apparition d'un premier excédent de la balance des transactions courantes en 13 ans tient surtout à la baisse du déficit commercial et de la forte contraction des importations (liée notamment à la chute des prix mondiaux du pétrole, avec un creux historique du prix du baril à 24,8 USD en mars dernier). On relèvera aussi la hausse significative des recettes à la ligne « invisibles ».

Le déficit du commerce des biens a été ramené à 35 Mds USD pour la période sous revue - un étiage de 10 trimestres - tandis que l'excédent des services s'est légèrement accru pour atteindre un sommet historique de 22 Mds USD (contre 21,9 Mds USD au T3). Outre le contexte mondial morose, les conditions de la demande intérieure en Inde restent très faibles, ce qui pèse sur le niveau des importations.

Si l'Inde a continué d'attirer des investissements directs étrangers (1,6% du PIB au T4 2019-20 contre 0,9% du PIB au T4 2018-19), la volatilité liée au COVID-19 des marchés financiers internationaux a entraîné de fortes sorties de capitaux entre janvier et mars 2020. Cela s'est vérifié tant sur le marché actions que sur celui de la dette.

Pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 2019-20, l'Inde affiche un déficit de la balance des transactions courantes de 25 Mds USD (0,9% PIB), en forte contraction par rapport à l'exercice précédent (57 Mds USD ou 2,1% PIB).

#### POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La Banque centrale indienne (RBI) a publié les lignes directrices d'une Facilité de liquidité spéciale pour soutenir les institutions financières non bancaires (NBFC)**. *SBI Capital Markets*, structure qui fait partie de la *State Bank of India*, va mettre en place un Fonds spécial qui se procurera du papier commercial de qualité et des obligations non convertibles, d'une durée résiduelle de trois mois ou moins, auprès des NBFC éligibles. Ces opérations pourront être menées jusqu'en septembre 2020.

La RBI n'a toutefois pas précisé, à ce stade, quels montants globaux le Fonds pourrait recueillir. Une première annonce, faite en mai dernier, indiquait que le Fonds était susceptible de recevoir une petite injection de fonds propres de la part du gouvernement (700 000 USD) et une émission de titres portant intérêt et garantis par le gouvernement, à hauteur de 300 Mds INR (4 Mds USD).

- **Selon l'agence *Fitch Ratings*, les banques indiennes pourraient avoir besoin d'au moins 15 Mds USD de recapitalisation** pour respecter un ratio moyen pondéré d'actions de Tier 1 de 10% dans le cadre d'un scénario de crise modérée.

Cette exigence pourrait aller jusqu'à 58 Mds USD dans une situation de stress élevé, où l'économie nationale ne parviendrait pas à surmonter les perturbations liées à la pandémie de coronavirus. La majeure partie de ces montants devraient aller aux banques publiques, dont le risque d'érosion du capital est nettement plus élevé que pour les établissements privés.



### AUTRES INFORMATIONS

- **La Banque mondiale a approuvé un prêt de 750 M USD dans le cadre de la pandémie COVID-19 pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPME).** Ce prêt viendra en soutien du paquet MPME annoncé par le gouvernement dans le cadre de son programme d'intervention d'urgence pour ces catégories d'entreprises. Il a pour objectif de répondre aux besoins immédiats de liquidités et de crédit de quelque 1,5 million de MPME considérées comme viables, afin de les aider à résister à l'impact du choc actuel et protéger l'emploi.
- **L'OMC met en place un groupe spécial de règlement des différends sur les tarifs pratiqués en Inde** pour certains produits des technologies de l'information et des communications (TIC), y compris les téléphones portables.  
Des consultations sur ce sujet, entamées l'an passé, n'avaient pas permis de régler le différend. L'Union européenne a donc demandé, en février 2020, l'établissement d'un groupe spécial auprès de l'OMC, mais qui a été bloqué par l'Inde. Cette demande a donc été formulée à nouveau par l'UE et acceptée cette fois par l'OMC. L'Inde ne peut en effet s'opposer à deux reprises, conformément aux règles de l'OMC.  
Brésil, Canada, Chine, Corée, États-Unis, Indonésie, Japon, Norvège, Pakistan, Russie, Singapour, Taïwan, Thaïlande et Turquie ont réservé leurs droits de participer à la procédure en tant que tierces parties.

### MALDIVES

- **Financement de 50 M USD de la Banque asiatique de développement.** La BASD a approuvé un financement de 50 M USD aux Maldives qui comprend un prêt de 25 M USD et un don du même montant. Ces apports ont pour objectif de renforcer le système de santé local face à la pandémie du COVID-19 en augmentant notamment la capacité quotidienne de tests ainsi que le nombre de lits d'hôpitaux. En outre, ces fonds serviront à soutenir la politique sociale du gouvernement qui inclut une allocation destinée aux personnes affectées par la crise. Cette aide vise aussi à financer des facilités de crédits aux entrepreneurs et PME. Ce projet comprend en outre une assistance technique financée par un don de 500 000 USD. La BASD avait déjà précédemment effectué deux dons, de respectivement 500 000 et 7980 000 USD pour soutenir les autorités maldiviennes dans leur lutte contre la pandémie du COVID-19.

### NEPAL

- **Le ministre népalais des Finances exhorte le secteur privé à proposer des plans pour fournir une formation aux jeunes sans emploi.** M. Yubaraj Khatiwada invite le secteur privé à élaborer des stratégies pour fournir cette formation continue aux travailleurs, affirmant que le gouvernement prévoit déjà de payer la moitié du salaire de base pour un maximum de trois mois. Le budget pour le prochain exercice 2020-2021, qui vise à créer environ 700 000 emplois, prévoit que le gouvernement offrirait la moitié du salaire de base jusqu'à trois mois sous forme de subventions, à condition que toute entreprise garantisse un emploi à une personne inscrite à une «Banque d'information sur le travail» pendant deux ans grâce à une formation pour des emplois en cours. Le gouvernement a alloué 1 Md de roupies à cette fin, avec un objectif de création d'environ 50 000 emplois.



Cette initiative vise également à accueillir les travailleurs migrants de retour sur le marché du travail, avec un slogan on ne peut plus clair : «N'employez pas d'étrangers». Selon la Commission nationale de planification, le pays doit créer 1,5 million d'emplois au cours du prochain exercice pour la nouvelle main-d'œuvre créée chaque année et pour les emplois perdus en raison de l'impact de la pandémie chez eux et de ceux qui rentrent chez eux après perdre des emplois à l'étranger. Au moins 700 000 Népalais devraient rentrer sur une période d'un an, dont la moitié en provenance d'Inde. Certains experts estiment cependant que le pays doit lancer d'urgence une formation professionnelle de qualité pour les travailleurs népalais afin de disposer d'une main-d'œuvre qui possèdera les compétences nécessaires.

## PAKISTAN

- **La Banque centrale a de nouveau réduit le taux directeur de 100 points de base à 7 %, soit un étiage depuis deux ans.** L'objectif étant de redynamiser l'activité économique intérieure et de soutenir la création d'emploi. La réduction cumulative du taux directeur depuis le début de la pandémie s'élève à 625 points de base, passant ainsi de 13,25 à 7 % en l'espace de trois mois.
- **L'inflation annuelle moyenne a atteint 10,7 % au cours de l'exercice 2019/20 contre l'objectif initial de 8,5 % fixé par le gouvernement et les prévisions du FMI à 11,3 %.** Il s'agit du plus haut niveau d'inflation annuel depuis huit ans (exercice 2011/12 à 11 %). Cependant, sur une base mensuelle, le taux d'inflation a fortement baissé au cours des derniers mois de l'exercice 2019/20. Cela s'explique principalement par la chute des prix du pétrole au niveau mondial, contribuant ainsi à la baisse généralisée des prix. L'objectif du gouvernement pour l'exercice 2020/21 est désormais de 6,5 % contre les prévisions du FMI de 8 %.
- **La roupie pakistanaise a atteint 168,05 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire à la fin de l'exercice 2019/20.** Cumulativement, depuis le début de la pandémie au Pakistan la roupie s'est fortement dépréciée passant de 153,52 PKR / 1 USD au 1<sup>er</sup> mars à 168,05 PKR / 1 USD au 30 juin. Cette forte dépréciation est notamment imputable à : (i) la pression des paiements internationaux libellé en dollars ; (ii) la forte demande de dollars et la faible demande de roupies pakistanaises ; (iii) le recul des recettes d'exportations ; et enfin (iv) le ralentissement des transferts de migrants. Au total, au cours de l'exercice 2019/20, la roupie pakistanaise aura perdu 5 % de sa valeur face au dollar.
- **Selon le ministère des Finances, le Pakistan aurait reçu au total 10,5 Mds USD des prêts étrangers au cours de l'exercice 2019/20.** Au cours des onze premiers mois de l'exercice 2019/20, le Pakistan avait déjà reçu 7,5 Mds USD de prêts étrangers, auquel s'est ajouté environ 1,7 Md USD de prêts octroyés le 23 juin par les trois institutions internationales : la Banque mondiale (725 M USD), la Banque asiatique de développement (500 M USD) et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (500 M USD), ainsi que 1,3 Md USD de prêts reçus de banques chinoises cette semaine. En ce qui concerne l'exercice 2020/21, le Pakistan a prévu de solliciter 15 Mds USD de prêts extérieurs, dont près de 10 Mds USD seront utilisés pour rembourser les prêts arrivant à échéance (à l'exclusion des paiements d'intérêts). Le reste du solde devant servir à constituer des réserves brutes de change.
- **La dette circulaire du secteur de l'énergie pourrait atteindre 9 Mds USD au cours des deux prochaines années.** Au cours de l'exercice 2019/20, le gouvernement a déboursé environ 5,4 Mds USD aux producteurs d'énergies (contre 3,9 Mds USD en 2018/19). Cela s'explique en partie par : (i) une surcapacité de la production alors que les infrastructures énergétiques se



multiplient dans le cadre du CPEC ; (ii) des défaillances de transmission d'énergie sur le territoire ; (iii) une demande en énergie des industries en baisse compte tenu du ralentissement économique enregistré depuis l'exercice 2017/2018. Le gouvernement a d'ores et déjà demandé aux autorités chinoises de revoir les modalités de remboursement pour certains projets énergétiques.

- **Le gouvernement fédéral a augmenté drastiquement le prix des carburants à la pompe pour contrebalancer les pertes des professionnels du secteur.** Le prix du kérosène enregistre la plus forte hausse (+ 66 %) passant de 35,56 PKR/litre à 59,06 PKR/litre, suivi du diesel léger (LDO) qui est passé à 55,98 PKR/litre (+ 46,8 %), l'essence est passé de 74,52 PKR/litre à 100,10 PKR/litre (+ 34,3 %) et enfin le *high speed diesel* (HSD) est passé de 101,46 PKR/litre à 80,15 PKR/litre (+ 26,6 %). L'objectif de cette mesure étant de remédier, en partie, aux pertes occasionnées ces derniers mois notamment par les distributeurs en raison de la chute des cours mondiaux mais également d'augmenter les recettes du gouvernement donc la taxe générale de vente (GST) est restée à 17 %.
- **La Banque centrale a annoncé la prolongation de trois mois du programme *Rozgar* visant à soutenir la charge salariale des PME et à éviter les licenciements.** Peu après le début de la pandémie, la Banque centrale avait pris un certain nombre de mesures de soutien économique aux entreprises. A ce titre, la Banque centrale avait mis en place un plan de refinancement temporaire pour le paiement des salaires des employés d'entreprises pour une durée initiale de trois mois (avril - juin). Au cours des trois premiers mois du programme, plus de 1600 entreprises ont été touchées ainsi que plus d'1 million d'employés pour une somme totale déboursée de 674 M USD. Les PME étant toujours en difficulté en raison de la crise économique, ce programme a été étendu jusqu'à septembre tout en augmentant la couverture des risques pour les PME de 40 % à 60 %.
- **La Banque mondiale a approuvé un financement de 500 M USD dans le cadre du programme *Resilient Institutions for Sustainable Economy (RISE)* visant à soutenir le gouvernement sur un certain nombre de mesures.** Les mesures ciblées par ce programme sont : (i) la transformation du secteur de l'énergie vers un secteur à faible émission carbone et financièrement plus viable ; (ii) l'élargissement de l'assiette fiscale et l'harmonisation de la taxe de vente ; (iii) le renforcement de la gestion de la dette ; et (iv) l'accélération du développement du secteur privé. Ce programme de soutien devrait aider le pays à attirer de nouveaux investissements et à stimuler la reprise économique. Le programme RISE vient compléter le programme antérieur SHIFT qui se concentre davantage sur le capital humain et le prochain programme PACE, qui s'attaquera plus particulièrement aux réformes du secteur de l'énergie.
- **L'indice KSE-100 de la Bourse de Karachi (BSX) termine en hausse de 1,5 % en g.a pour l'exercice 2019/20 et clôture à 34 422 points,** malgré la crise du COVID-19 et l'attaque terroriste de lundi 29 juin contre les locaux de la BSX. Toutefois, en termes de valeur, la capitalisation boursière se situe, en clôture, à 6 500 Mds PKR et 39 Mds USD, en baisse de 5 % et 10 % respectivement par rapport à l'exercice précédent.
- **La compagnie aérienne nationale PIA a immobilisé 141 pilotes sur 262 faisant l'objet de soupçons concernant l'authenticité de leurs licences.** Toutefois, aucune action n'a jusqu'à présent été menée contre les responsables de la *Pakistan Civil Aviation Authority* (CAA) qui étaient à l'origine de la délivrance de ces licences. Suite à ces révélations, l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) a suspendu l'autorisation pour la PIA d'opérer dans tous les Etats membres de l'UE pour une durée de six mois.

**SRI LANKA**

- **La Chine, premier prêteur étranger de Sri Lanka en 2019 en matière d'aide au développement.** D'après le Département des Ressources Externes (*External Resources Department* – ERD) du Ministère des Finances, le gouvernement sri-lankais a pu mobiliser 3,4 Mds USD de financement étranger en 2019 (contre 1,2 Md en 2018, soit + 183,3%) pour soutenir ses investissements publics grâce à 41 accords conclus avec ses partenaires internationaux. Ceux-ci sont principalement sous forme de prêts, seuls 66,3 M ont été sous forme de dons. La Chine arrive à la première place sur le montant des engagements (1061,7 M USD ; soit 31,4%), suivi de la Banque asiatique de développement (765 M USD), de la Banque mondiale (421,8 M USD) et le Japon (282,2 M USD). Quant à la France, elle se situe à la 8<sup>ème</sup> position (84,9 M USD). Les engagements portent sur 4 secteurs en priorité : routes et ponts (1,3 Md USD, soit 39%), transports (731 M USD), santé et services sociaux (345 M USD) et logement/développement urbain (335 M USD).

En matière de versements effectifs d'aide publique au développement (APD) pour Sri Lanka, le montant total a atteint 1,63 Md USD en 2019, prêts et dons inclus, contre 1,4 Md en 2018 (+16,4%). Les décaissements sous forme de prêts de la part des bailleurs bilatéraux ont constitué 69% de ce total (1,2 Md USD), imputables pour près de 58% à la Chine (648 M USD), suivie du Japon (178 M USD) et de la France (73 M USD). Les prêts des institutions multilatérales (487 M USD, soit 29,8% du total des versements, contre 577 M en 2018) ont été dominés par la Banque asiatique de Développement (BASD) et la Banque mondiale, qui ont versé des assistances financières en prêt de 279,5 M et 177,7 M USD respectivement l'an dernier. Les dons bilatéraux et multilatéraux, enfin, n'ont représenté que 1,6% du total (25,3 M USD). En termes sectoriels, l'aide étrangère déboursée était majoritairement destinée au secteur des routes et des ponts (52% du total), devant l'eau et l'assainissement (12%), l'énergie (7%) et les transports terrestres (5%).

- **Ligne de crédit de 140 M USD de la Banque chinoise de développement à la Bank of Ceylon (BOC).** La Banque chinoise de développement a mis à disposition une ligne de crédit de 140 M USD à la banque commerciale BOC à la suite d'un accord signé le 30 juin. Cette ligne de crédit, d'une durée de trois ans, sera divisée en deux tranches de 70 M USD chacune. Ces fonds devraient servir à financer des entreprises fortement affectées par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19.
- **Approbation de 13 861 prêts pour un montant de 28 Mds LKR par la CBSL, allongement de la facilité de crédit.** En vue de soutenir l'activité économique, la Banque centrale et le gouvernement sri-lankais avait lancé le 24 mars le *Saubagya Covid-19 Renaissance Facility*, un programme offrant des prêts concessionnels aux entreprises fortement affectées par la crise. Au 24 juin, la CBSL a déjà approuvé 13 861 prêts pour un montant de 27,9 Mds LKR (133 M EUR), dont 7274 prêts déjà décaissés par les banques commerciales représentant un montant de 14,8 Mds LKR. Les prêts ont un taux d'intérêt de 4% disposant d'une période de grâce de 6 mois et remboursables sur 24 mois. La CBSL compte mettre à disposition 120 Mds LKR aux banques commerciales moyennant un taux d'intérêt de 1% dans le cadre de phase II du programme. Avec ces fonds, les banques devront offrir des prêts concessionnels à 4% aux entreprises.



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	B	Négative	D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Service Économique Régional de New Delhi**

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 03/07/2020